



EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 30 SEPTEMBRE 2021

Nombre de Conseillers :

En exercice : 77

Présents : 55

Votants : 74 (dont 19 procurations)

N°18

OBJET :

AIDES A  
L'IMMOBILIER  
D'ENTREPRISES

ATTRIBUTION DE  
SUBVENTION

ENTREPRISE  
AREM SERVICES / SCI  
RZZ IMMO  
CUSSET

Rendue exécutoire :

Transmise en Sous-Préfecture

le : 13 OCT. 2021

Publiée ou notifiée

le : 13 OCT. 2021

Le Conseil Communautaire de Vichy Communauté – Communauté d'Agglomération, légalement convoqué, s'est réuni à l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté, en session, sous la présidence de **Monsieur Frédéric AGUILERA, Président.**

**Présents :**

M. Frédéric AGUILERA, Président.

Mmes et MM. Elisabeth CUISSET, Jean-Sébastien LALOY, Caroline BARDOT, Joseph KUCHNA, Nicole COULANGE, Michel MARIEN, Nathalie CHAMOUX-BOUILLON, Jean-Marc GERMANANGUE, Marilyne MORGAND, Bernard AGUIAR, Charlotte BENOIT, Jean-Claude BRAT (à partir de la délibération n°51), Vice-Présidents.

Mmes et MM. Romain LOPEZ, Monique GIRAUD, Jacques TERRACOL, Michel LAURENT, Elisabeth BARGE, Alain VENUAT, Ariane MILET, Patrick SEROR, Olivier ROYER, Christine MAGNAUD, Franck GONZALES, Thierry WIRTH, Thierry LAPLACE, Annie CORNE, Bertrand BAYLAUCQ, François HUGUET, Jean-Louis LONG, Marie CHATELAIS, Benjamin BAFOIL, Marie-José MORIER, Jean-François CHAUFFRIAS, Jean-Marc BOUREL, Séverine THOMAS-MOLLON, Jean-Dominique BARRAUD, Jean-Pierre RAYMOND, Véronique TRIBOULET, Romain DEJEAN, Christophe DUMONT, Sandrine MORIER-MIZOULE, Jean-Michel MEUNIER, Alexis MAYET (à partir de la délibération n°11), Sylvain BRUNO, Christine BOUARD (à partir de la délibération n°9), Pierre BONNET, Evelyne VOITELLIER (de la délibération n°1 à 35 et à partir de la délibération n°39), Jean ALMAZAN, Pauline TIROT (à partir de la délibération n°20), Henri SARRE (à partir de la délibération n°9), Corinne IBARRA, Claude MALHURET (de la délibération n°1 à 30 et à partir de la délibération n°35), Christiane LEPRAT, Bernard KAJDAN, Jean-Pierre SIGAUD, Isabelle RECHARD, Conseillers Communautaires.

formant la majorité des membres en exercice.

**Absents ayant donné procuration :**

MM. François SENNEPIN à Elisabeth BARGE, Michèle CHARASSE à Nicole COULANGE, Jean-Claude BRAT à Jean-Sébastien LALOY (jusqu'à la délibération n°50), Vice-Présidents.

Mmes et MM. Françoise DUBESSAY à Michel LAURENT, Ludivine DUFRAISE à Pierre BONNET, Philippe COLAS à Jacques TERRACOL, Hadrien FAYET à Nathalie CHAMOUX-BOUILLON, Annie DAUPHIN à Jean-Sébastien LALOY, Alexis MAYET à Isabelle RECHARD (jusqu'à la délibération n°10) Jacques BLETTERY à Nicole COULANGE, Laure GUERRY à Joseph KUCHNA, Yves-Jean BIGNON à Jean ALMAZAN, Jean-Philippe SALAT à Charlotte BENOIT, Anne-Sophie RAVACHE à Jean ALMAZAN, Valérie LASSALLE à Charlotte BENOIT, Patrick BLETHON à Frédéric AGUILERA, Pauline TIROT à Frédéric AGUILERA (jusqu'à la délibération n°19), Henri SARRE à Corinne IBARRA (jusqu'à la délibération n°8) Alexis BOUTRY à Evelyne VOITELLIER, Linda PELISSIER à Corinne IBARRA, Sylvie DUBREUIL à Evelyne VOITELLIER.

**Absents excusés :**

MM. François SZYPULA, Pascal DEVOS, Alexandre GIRAUD.

**Secrétaire :** M. Benjamin BAFOIL.

Monsieur le Président,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L1511-3,

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation des territoires de la République,

**Vu** la circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement 1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis,

**Vu** la délibération du 5 décembre 2019 relative à la délégation partielle de l'octroi des aides à l'immobilier (AIE) au Conseil Départemental de l'Allier,

**Considérant** la demande de la société AREM SERVICES et de la SCI RZZ IMMO relative à la réalisation d'un programme d'investissement immobilier sur la commune de Cusset estimé à 69 289 € HT, pour des travaux permettant l'exploitation d'un bâtiment nouvellement acquis sur le boulevard Alsace Lorraine à Cusset et la création d'au moins un emploi,

**Considérant** la décision de la commission permanente du Conseil Départemental de l'Allier du 20 septembre 2021 prévoyant d'attribuer une subvention à l'immobilier d'un montant de 10 293 € auprès de la société AREM SERVICES, en partie via la SCI RZZ IMMO,

**Considérant** la nature du projet économique, et conformément à la convention de délégation entre le Département et la Communauté d'agglomération en date du 5 décembre 2019,

**Propose** au Conseil Communautaire :

- d'octroyer une subvention à la société AREM SERVICES, en partie via la SCI RZZ IMMO à hauteur de 20 % du montant de l'aide versée par le Département, soit 2 079 €,
- de signer la convention quadripartite fixant les obligations du maître d'ouvrage et du bénéficiaire ainsi que les modalités de versement ci-annexée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire décide :

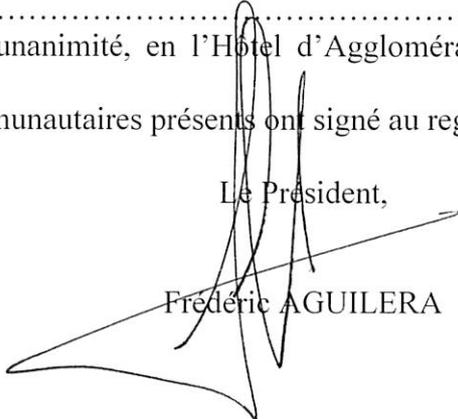
- D'attribuer une subvention de 2 079 € à la société AREM SERVICE, en partie via la SCI RZZ IMMO,
- De donner délégation au Président pour signer tous les documents se rapportant à ce dossier et notamment la convention attributive de subvention ci-annexée,
- Charge M. le Président et M. le directeur général des Services de l'exécution et de la publication de ces décisions.

.....  
Fait et délibéré, à l'unanimité, en l'Hôtel d'Agglomération Vichy Communauté, le 30 septembre 2021.

Les Conseillers Communautaires présents ont signé au registre.

Le Président,

Frédéric AGUILERA



## CONVENTION DE PARTENARIAT

### Aide à l'immobilier d'entreprises sur le territoire de Vichy Communauté

#### ENTRE

##### **VICHY COMMUNAUTE**

Établissement Public de Coopération Intercommunale à Fiscalité Propre  
Inscrit sous le numéro SIRET 20007136300010  
ayant son siège : 9 Place Charles de Gaulle. 03 200 VICHY  
représentée par son Président Monsieur Frédéric AGUILERA,

Ci- après dénommée : « **la Communauté** »

##### **Le DEPARTEMENT DE L'ALLIER,**

Inscrit sous le numéro SIRET 22030001600080  
ayant son siège : 1, avenue Victor Hugo BP 1669 03016 MOULINS,  
représenté par son Président, Monsieur Claude RIBOULET,

Ci-après dénommé : « **le Département** »

#### ET

##### **AREM SERVICES,**

Inscrite sous le numéro SIRET 75352962700048  
ayant son siège social : 12 boulevard des Graves 03200 VICHY  
représentée par son gérant, Monsieur Franck ROZZIO

Ci- après dénommée : « **le bénéficiaire** »

#### ET

##### **SCI RZZ IMMO,**

Inscrite sous le numéro SIRET 89506692600018  
ayant son siège social : 20 rue de l'Ormeau 03700 BRUGHEAS  
représentée par sa gérante, Madame Patricia ROZZIO,

Ci- après dénommée : « **le maitre d'ouvrage** »

*Vu le Règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application du TFUE aux aides de minimis et modifié par la Commission n° 2020/972 du 2 juillet 2020,*

*Vu le Règlement (UE) n°651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité,*

*Vu le décret n° 2014-758 du 2 juillet 2014 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises pour la période 2014-2020 et modifié par la Commission n° 2020/972 du 2 juillet 2020,*

*Vu le décret n° 2016-733 du 2 juin 2016 actualisant le régime des aides à l'investissement immobilier et à la location d'immeubles accordées aux entreprises par les collectivités territoriales et leurs groupements,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.1511-3,*

*Vu la convention de délégation partielle de la compétence d'octroi des aides à l'investissement immobilier des entreprises signée entre le Département et Vichy Communauté le 16 décembre 2019,*

*Vu la délibération du Conseil départemental en commission permanente le 20 septembre 2021, Aide à l'Immobilier d'Entreprise (AIE) – Aide à l'entreprise AREM SERVICES, en partie via la SCI RZZ IMMO, à Cusset,*

### **Il est convenu ce qui suit :**

La loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite Loi NOTRe, a attribué aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre la compétence de définir les aides ou les régimes d'aides et décider de l'octroi de ces aides sur leur territoire en matière d'investissement immobilier des entreprises et de location de terrains ou d'immeubles.

Les communes et les EPCI peuvent cependant choisir de déléguer au Département la compétence d'octroi de tout ou partie des aides.

Par délibération datée du 09 décembre 2019, le conseil communautaire de Vichy Communauté a donc instauré une aide en matière d'investissement immobilier des

entreprises et a délégué au Département la compétence d'octroyer cette aide aux entreprises qui peuvent en bénéficier sur son territoire.

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention a pour objet de définir :

- la participation du Département au financement du programme d'investissement immobilier du bénéficiaire en application du dispositif délégué « Aide à l'immobilier d'entreprises » par la Communauté ;
- la participation de la Communauté au programme d'investissement immobilier du bénéficiaire ;
- les engagements réciproques des parties ci-dessus désignées.

### **ARTICLE 2 : NATURE DU PROJET**

Le plan d'affaires établi par le bénéficiaire, en partie via le maître d'ouvrage, prévoit sur trois ans :

- la réalisation d'un programme d'investissement immobilier, pour la réalisation de travaux dans un bâtiment situé sur la commune de Cusset et estimé à 69 289 € HT,
- la création d'un emploi.

### **ARTICLE 3 : MONTANT DE L'AIDE**

Conformément au règlement « Aide à l'immobilier d'entreprises » et par délégation de la Communauté, la subvention du Département est équivalente à 15 % maximum de l'assiette éligible prévisionnelle (et plafonnée à 180 000 €) estimée à 69 289 € HT et constituée de l'investissement immobilier.

Aussi, le Département s'engage, sous la condition expresse que le bénéficiaire et le maître d'ouvrage remplissent les obligations contractuelles citées aux articles 5 et 6, à verser une aide d'un montant de 10 293 €, au nom de la délégation d'octroi accordée par la Communauté.

Compte tenu de la nature du projet économique aidé, et conformément à la convention de délégation entre le Département et la Communauté, la Communauté s'engage à octroyer une subvention complémentaire à hauteur de 20% (et plafonnée à 20 000€) du montant de l'aide versée par le Département, soit 2 079 €.

Cette aide est adossée au régime N° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020 et modifié par la Commission n° 2020/972 du 2 juillet 2020.

#### **ARTICLE 4 : VERSEMENT DE L'AIDE**

Les financeurs verseront l'aide pour les investissements immobiliers selon les modalités suivantes :

- La Communauté versera sa participation directement au bénéficiaire, sur la base du rapport d'instruction, de la présente convention, des factures acquittées correspondantes fournies par le maître d'ouvrage et le bénéficiaire, au prorata de l'aide versée et soldée par le Département,
- Le Département versera sa participation sur fonds propres en partie au maître d'ouvrage pour un montant de 2 407 €, équivalent à 16 046 €HT de dépenses ; puis pour un montant de 7 986 €, équivalent à 53 243 €HT de dépenses, directement au bénéficiaire.
- Un premier acompte peut être versé, par le Département, au vu des factures acquittées à hauteur de 20 % minimum,
- Des paiements d'acomptes supplémentaires sont ensuite accordés par le Département sur présentation des factures acquittées,
- Le paiement du solde de la subvention est effectué par le Département sur présentation d'un certificat d'achèvement des travaux, de l'ensemble des factures acquittées, du dernier bilan comptable ainsi que des justificatifs liés aux créations d'emplois dans l'entreprise.

S'il s'avère que les travaux n'ont pas été entièrement exécutés selon le devis initial ayant servi de base de calcul de la subvention départementale, l'aide versée sera recalculée au prorata de la dépense réellement engagée par le bénéficiaire et ou le maître d'ouvrage. Le montant définitif de l'aide sera notifié par un arrêté modificatif du Président du Conseil départemental. L'aide de la Communauté sera également recalculée au prorata de l'aide du Département.

Néanmoins, une différence inférieure ou égale à 150 € entre la subvention calculée en fonction du devis et celle calculée en fonction du coût réel des travaux ne remet pas en cause le concours initialement attribué par le Département. Ne sont pas pris en compte ni les éventuelles révisions de prix ni les travaux supplémentaires.

Toute modification substantielle du projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

si une nouvelle demande est présentée avant l'achèvement de cette convention, elle ne pourra être examinée qu'après une évaluation anticipée du présent projet.

## ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage s'engage à :

- **réaliser dans un délai de 3 ans** les investissements tels que prévus dans le plan d'affaires du bénéficiaire,
- **louer le bâtiment pour une durée minimale de 6 ans**, dans les conditions décrites dans le contrat signé entre le maître d'ouvrage et le bénéficiaire,
- **répercuter intégralement l'aide** au bénéficiaire qui constitue le destinataire final de l'aide, sous forme de réduction de loyer ou par tous moyens, et en produire les justificatifs au Département,
- ne pas modifier le montage de l'opération immobilière sans avoir recueilli l'accord exprès de la Communauté et du Département,
- tenir informés la Communauté et le Département, dans un délai de 15 jours, de tout événement, survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération aidée,
- accepter le contrôle technique et financier portant sur la réalisation du programme et sur l'utilisation de l'aide allouée. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne ou organisme dûment mandaté par le Président du Conseil départemental, que ce soit en cours de réalisation ou d'exécution du programme d'investissement, après achèvement du programme d'investissement ou au plus tard à la fin de la période pendant laquelle le bénéficiaire devait maintenir l'activité,
- restituer tout ou partie de l'aide de la Communauté et de l'aide départementale dans les cas définis par les articles 8 et 9 ou en cas de défaillance de l'entreprise.

## ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à :

### En terme d'activité et d'usage des bâtiments financés

- **réaliser dans un délai de 3 ans** les investissements tels que prévus dans le plan d'affaires
- **réaliser dans un délai de 3 ans** les actions susceptibles de générer le développement de l'activité telles que les investissements productifs et les créations d'emplois dont les caractéristiques sont précisées dans l'article 2 de la présente convention,

- **maintenir son activité, sur le territoire départemental et dans les locaux faisant l'objet de la présente aide pendant au moins 3 ans** à l'issue de la période triennale définie ci-dessus.
- **louer, pour une durée minimale de 6 ans**, le bâtiment dans les conditions décrites dans le contrat signé entre le maître d'ouvrage et le bénéficiaire,
- **procéder à un usage exclusif des bâtiments** financés par le département à l'exclusion de toute sous-location.

#### **En terme d'informations**

- tenir informés la Communauté et le Département de toute modification dans le déroulement de l'opération aidée, notamment toute modification des données financières et techniques, et ne pas modifier le montage de l'opération immobilière (notamment par une cession des immeubles ou par un lease-back) sans avoir recueilli l'accord du Département et de la Communauté,
- tenir informés la Communauté et le Département dans un délai raisonnable de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération aidée (situation juridique, procédure collective...).

#### **En terme d'évaluation**

- accepter le contrôle technique et financier portant sur la réalisation du programme et sur l'utilisation de l'aide allouée. Ce contrôle, sur pièces ou sur place, pourra être exercé, à tout moment, par toute personne ou organisme dûment mandaté par le Président du Conseil départemental, que ce soit en cours de réalisation ou d'exécution du programme d'investissement, après achèvement du programme d'investissement ou au plus tard à la fin de la période pendant laquelle le bénéficiaire devait maintenir l'activité,

#### **En terme de publicité**

- citer la participation financière de la Communauté et du Département, éventuellement en faisant figurer les logos des collectivités, sur tout support de communication mentionnant le programme immobilier objet de la présente convention,
- autoriser la Communauté et le Département, ou tout organisme habilité par ces derniers, à communiquer sur le projet et ses résultats, dans le respect des règles de confidentialité.

## **ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'une des parties, une autre partie peut résilier de plein droit la présente convention après un délai de 15 jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.

La résiliation sera effective à l'issue du délai de préavis de 15 jours commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations requises est consécutive à un cas de force majeure.

La Communauté et le Département se réservent le droit de mettre fin, unilatéralement et à tout moment, à la présente convention, sans préavis, en cas de faute lourde du bénéficiaire ou du maître d'ouvrage. La résiliation ne donne lieu à aucune indemnité pour le bénéficiaire ou le maître d'ouvrage.

## **ARTICLE 8 : CAS DE REVERSEMENT DE L'AIDE**

### **Cas général**

La Communauté et/ou le Département peut, à tout moment, exiger le reversement de tout ou partie de l'aide allouée s'il apparaît au terme des opérations de suivi et d'évaluation que :

- celle-ci a été utilisée même partiellement à des fins non conformes à l'objet de la présente convention,
- l'activité n'a pas été maintenue pendant la période de **3 ans**.

Le reversement est demandé par simple émission d'une lettre de notification recommandée avec accusé de réception et d'un titre de recettes, dont le recouvrement est à la charge du Payeur départemental.

La lettre de notification visée au paragraphe précédent, indique le délai dont dispose le bénéficiaire pour présenter des observations écrites. Ce délai ne peut être inférieur à 15 jours à compter de la date de notification.

La décision de reversement est prise par le Président du Conseil départemental et/ou par le Président de Vichy Communauté si aucun document n'est présenté par le bénéficiaire à l'expiration du délai mentionné ou si les documents transmis, dans le délai imparti, ne sont pas de nature à permettre le maintien du financement alloué au bénéficiaire.

## **ARTICLE 9 : CADUCITÉ DE L'AIDE**

La décision d'octroi de l'aide est automatiquement frappée de caducité :

- si l'aide attribuée par la Communauté et le Département n'a pas fait l'objet d'une déclaration de démarrage des travaux **dans un délai de 1 an** après la décision d'octroi de l'aide,
- ou si la signature de la présente convention n'intervient pas **dans un délai de 2 mois** après la décision d'octroi de l'aide.

Il sera toutefois possible au bénéficiaire de solliciter une prorogation de 6 mois de cette décision, sous réserve de l'approbation de la commission permanente du Conseil départemental.

#### **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis pour approbation à la commission permanente du Conseil départemental et du Conseil communautaire.

#### **ARTICLE 11 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature.

La convention est conclue pour une durée maximale **de 6 ans** correspondant à la durée de réalisation du projet immobilier pour un maximum de **3 ans**, à laquelle s'ajoute une durée de **3 ans** pendant laquelle le bénéficiaire s'engage à maintenir l'activité sur le territoire.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable les différends qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention.

En cas de désaccord persistant, le tribunal administratif de CLERMONT-FERRAND sera seul compétent.

Fait à Moulins,

le

en quatre exemplaires originaux

Pour le Département,  
Le Président du Conseil départemental  
Canton de Commentry

Pour la Communauté  
Le Président de Vichy Communauté

Claude RIBOULET

Frédéric AGUILERA

Pour le bénéficiaire,  
L'entreprise, AREM SERVICES  
Son gérant,

Franck ROZZIO

Pour le maitre d'ouvrage,  
La SCI RZZ IMMO,  
Sa gérante

Patricia ROZZIO

# Accusé de réception d'un acte en préfecture

DELIBERATION N°18 DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 SEPTEMBRE

Objet de l'acte : 2021 AIDES A L'IMMOBILIER D'ENTREPRISES ATTRIBUTION DE  
SUBVENTION ENTREPRISE AREM SERVICES / SCI RZZ IMMO CUSSET

.....

Date de décision: 30/09/2021

Date de réception de l'accusé 13/10/2021

de réception :

.....

Numéro de l'acte : 30SEPT2021\_18

Identifiant unique de l'acte : 003-200071363-20210930-30SEPT2021\_18-DE

.....

Nature de l'acte : Délibération

Matières de l'acte : 7 .4

Finances locales

Interventions économiques

Date de la version de la 29/08/2019

classification :

.....

Nom du fichier : 18.pdf ( 99\_DE-003-200071363-20210930-30SEPT2021\_18-DE-1-1\_1.pdf )